

Editorial



Ce numéro 14 de Songadina est mis en circulation avec un petit retard qui s'explique par le fait que CI Madagascar a déménagé dans

ses nouveaux locaux ! L'événement marquant de la période a été incontestablement la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, ou Rio+20, qui s'est tenue à Rio de Janeiro au mois de juin dernier.

Nous pensons que la déclaration finale de la Conférence ouvre une perspective plus qu'encourageante sur la voie du développement durable et il était donc naturel que nous y consacrons une attention particulière. Immédiatement après Rio+20, s'est tenu à Madagascar un atelier qui aura eu un écho considérable au niveau de l'opinion nationale comme dans les médias internationaux.

Cet atelier organisé par l'IUCN s'est penché en effet sur la situation de la conservation des lémuriniens dans notre île et a tiré la sonnette d'alarme sur les menaces qui pèsent sur nombre d'espèces : sur 103 répertoriées, 23 sont en situation critique d'extinction, 52 sont considérées comme en danger. L'atelier ne s'est pas contenté de dresser un sombre tableau mais également de formuler un plan d'action d'urgence dont il faut espérer qu'il bénéficiera des appuis nécessaires à la mesure du problème.

Nos lecteurs trouveront également nos rubriques habituelles consacrées aux espèces endémiques, aux nouvelles aires protégées, aux activités communautaires. Ce numéro fera enfin connaître le rôle crucial qu'a joué le Fond de Partenariat pour les Ecosystèmes Critiques ou CEPF dans le développement du programme Node.

Léon Rajaobelina
Vice-Président Régional
Conservation International Madagascar



UNE NOUVELLE APPROCHE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Les participants de « Rio+20 », la conférence des Nations Unies sur le développement durable, ont quitté la conférence, confiants et remplis d'espoir pour l'avenir des peuples et de notre planète.

Alors que les attentes étaient plutôt modestes, Rio+20 a rempli sa promesse, tant dans les déclarations officielles des négociations, que dans les résultats obtenus en dehors du forum des délégués environnementaux.

Pour la première fois, les gouvernements, la société civile et le secteur privé ont reconnu que le capital naturel est l'élément central essentiel pour le développement durable et que les écosystèmes sains doivent être le fondement du bien-être humain. Il s'agit d'une évolution extraordinaire de mentalité, car l'environnement, considéré jusqu'alors comme une question marginale, devient l'élément central des futures stratégies de développement.

Tous se sont appropriés de « l'économie verte », non comme une contrainte de développement, encore moins comme une alternative, mais comme un impératif pour la prospérité et le bien-être de toutes les générations et de la vie sur Terre.

Le sommet de « Rio +20 » sera considéré comme un moment où la communauté internationale - en tant que collectif - a choisi de ne pas laisser le désir d'un résultat parfait politique empêcher sur le progrès et l'action. Il ne reconnaît pas simplement l'urgence de la mise en œuvre des accords antérieurs sur le climat, la biodiversité et la réduction de la pauvreté, il a fourni de nouveaux outils et affirme que la nature est un ingrédient essentiel pour que le développement soit réellement durable sur le long terme.

Les dirigeants ont cadré une nouvelle approche du développement que nous devons maintenant suivre. Mais comment pourrions-nous y répondre ? L'avenir que nous voulons dépend d'une action collective, urgente et intelligente. Il appartient à chacun de se mettre au travail... car nous tous, notre planète et nos enfants en aurons besoin.

Au mois de juillet dernier, sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et des Forêts, l'UICN⁽¹⁾ a organisé un atelier sur l'évaluation des statuts de conservation des lémuriens à Madagascar.

L'atelier a conclu que la situation de la conservation des lémuriens est plus qu'alarmante ! Par rapport à la dernière étude en 2008 publiée par l'UICN, les lémuriens sont fortement menacés de disparition (cf. tableau) notamment en raison de la destruction de leur habitat, de l'exploitation forestière illégale et de la chasse.

Urgence !

Si le précédent plan d'action de conservation des lémuriens a été élaboré en 1993, ce dernier recommande sa finalisation pour qu'on puisse le mettre en œuvre.

Les actions pour y parvenir sont multiples : stopper l'exploitation illégale des bois commerciaux dans les forêts naturelles, arrêter la chasse aux lémuriens, appliquer toutes les législations y afférentes aussi bien nationales qu'internationales, et bien sûr arrêter la destruction des habitats de ces primates. L'atelier encourage la promotion et l'utilisation durable des forêts par les populations locales par le renforcement de capacité et l'appui aux populations autour des sites prioritaires de lémuriens pour un développement communautaire durable. L'atelier prône l'importance de la formation des scientifiques malgaches et la sensibilisation au niveau local, national et international.

Lémuriens, un levier pour un développement durable

De nouvelles espèces de lémuriens ne cessent d'être découvertes dans la Grande Ile. La 103^e espèce a été annoncée lors de cet atelier même s'il reste encore la détermination de son nom.

Le président de CI, Russ Mittermeier, n'a cessé de clamer haut et fort que les lémuriens sont un levier pour le développement économique de

Madagascar. « Vous ne pourrez pas sortir de la pauvreté en mangeant les lémuriens, alors qu'en les protégeant, vous pourriez faire entrer des devises à travers le développement de l'écotourisme ! ». Un secteur qui ne demande qu'à évoluer, vu l'offre potentielle de la nature malgache et l'ampleur du marché.

On ne doit pas oublier les autres services écosystémiques assurés par les lémuriens à travers la culture ou encore le « zoochorisme » puisque la germination des graines de certaines plantes nécessite leur passage dans l'intestin des lémuriens.

La volonté politique et l'appropriation par les Malgaches de leur patrimoine sont pourtant indispensables pour que ce développement puisse se concrétiser, selon cet éminent primatologue.

Cet atelier d'envergure internationale a été financé par de nombreuses organisations dont Margot Marsh Biodiversity Foundation, the Mohamed bin Zayed Species Conservation Fund, Ambatovy Minerals S.A., Richard Branson's Virgin Unite, CI et The Bristol Conservation and Science Foundation, avec l'appui de CI Madagascar. Les participants sont issus de différentes institutions, associations, organismes non gouvernementaux, Centres de recherche, Universités, Zoos et Entreprises, issus de huit pays au moins.

Statistique sur les lémuriens

Année	2008	2012
Nombre d'espèces répertoriés	101	103
En danger critique d'Extinction (CR)	6	23
En danger (EN)	17	52
Vulnérable	17	19

(1) Union Internationale pour la Conservation de la Nature

Conservation des Lémuriens Une situation alarmante !

■ La Liste Rouge de l'UICN donne des informations sur les espèces menacées d'extinction. Elle sert de référence pour les institutions, les organismes œuvrant dans le domaine de la préservation de la biodiversité, les étudiants et chercheurs.

L'analyse des nouvelles informations publiées sur cette Liste Rouge de l'UICN permet d'évaluer le rôle exact des aires protégées existantes en matière de protection de même que la réorientation ou priorisation des mécanismes de financement.



La tortue à soc, Angonoka ou *Astrochelys yniphora* est une des tortues les plus rares au monde. Avec un nombre d'individus inférieur à 400 adultes dans la nature, son statut est en danger critique d'extinction. On rencontre ces tortues exclusivement dans le Parc National Baie de Baly, District de Soalala, dans une aire d'environ 16 000 ha. Leurs habitats sont fragmentés et isolés.

D'un poids maximal de 18 kg, l'angonoka est la plus grande des quatre espèces terrestres endémiques de Madagascar. Sa couleur est jaune pâle. Elle présente un éperon appelé « soc », utilisé par les mâles durant le combat et pour l'excitation des femelles. Les mâles ont une carapace, un éperon et une fourchette anale plus longs et un plastron concave.



L'ANGONOKA ou tortue à soc

L'angonoka est une espèce diurne. Elle est active du mois d'octobre jusqu'en avril. Les accouplements se font d'octobre en janvier. La ponte a lieu de janvier en avril avec 1 à 3 nids par an et 1 à 6 œufs par nid. Le stade adulte est atteint après environ 18 ans pour les femelles et 24 ans pour les mâles.

Le régime alimentaire est varié et constitué de feuilles, de fruits et même de crottes d'animaux. L'habitat peut être des fourrés, des forêts de bambous et des formations ouvertes de basse altitude.

L'angonoka est menacée par le braconnage et feux de brousse. La conservation de cette espèce est primordiale et un plan d'action est déjà élaboré.

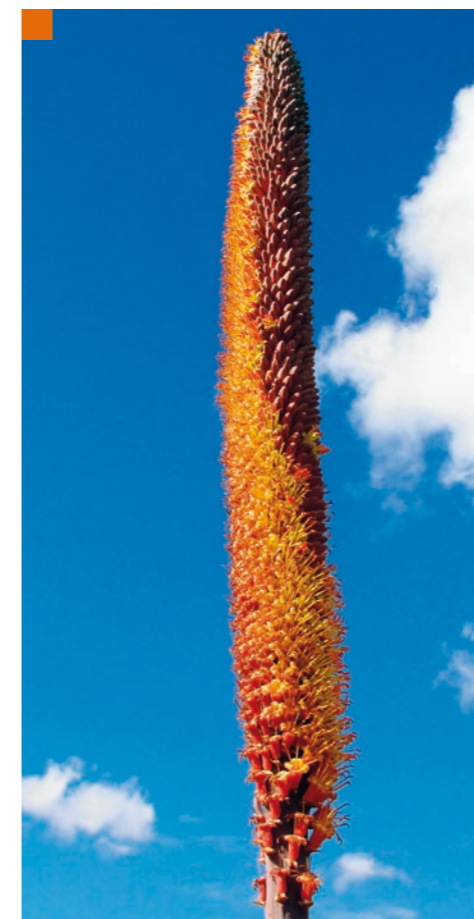
Selon la législation nationale, l'Angonoka est une espèce protégée et son exportation est interdite par la Convention Internationale CITES. Afin d'éviter son extinction à l'état sauvage, des efforts méritent encore d'être déployés.

VAHONA Aloe macroclada la plante aux mille et une vertus

Le Vahona, ou *Aloe macroclada* est une plante légendaire aux multiples vertus. C'est une plante médicinale célèbre, mais aussi d'ornement grâce à sa belle inflorescence flamboyante de couleur orange dépassant 2 m de hauteur.

Grâce à ses feuilles charnues, cette plante a la capacité de rétention d'eau et s'adapte aux conditions arides et aux vents forts du Tampoketsa. Le Vahona a une large aire de distribution dans tout Madagascar, dans les habitats herbeux. Par ses feuilles externes qui protègent le cœur de la plante, elle résiste aux feux annuels.

Le Vahona est choisi par le groupement de paysans d'Ankafobe pour être une source de revenu, grâce à ses mille et une vertus.



1 **Rio+20 : une nouvelle approche pour le développement durable**
par Sahondra Rajoelina

2 **Conservation des lémuriens : une situation alarmante**
par Harison Randrianasolo, Hajasoa Raeliarivelo

3 **L'Angonoka ou tortue à soc**
par Angelo Ramy Mandimbahasina, Lance Woolaver (Durrell Wildlife Conservation Trust), Luciano Andriamaro

Aloe macroclada, la plante à mille et une vertus
par Jeannie Raharimampionona

4 **Ambodivahibe : stratégie pour une exploitation durable de la pêche**
par Michèle Andrianarisata

L'approche imbriquée : une option pour la REDD+ ?
par Jeannicq Randrianarisoa

Echo du festival MITABE VOI, 2^e édition
par Mamy Ramparany

5 **Zapping**

6 **Le programme Node dans le Corridor Ankeniheny-Zahamena**
par Soloson Ramanahadray

Tafo Mihaavo : réseau de communautés gestionnaires de ressources naturelles
par Hanta Ravolonanahary

L'appui aux partenaires par de nouvelles subventions continue...
par Haingonirina Rajaofara

7 **CEPF : protéger les hotspots de biodiversité pour l'humanité et la prospérité**
par CEPF, tiré du site www.cepf.net/fr

8 **Gare aux espèces exotiques envahissantes**
par Luciano Andriamaro

Kit de formation sur le changement climatique en langue malgache
par Jeannicq Randrianarisoa



AMBODIVAHIBE : Stratégie pour une exploitation durable de la pêche

En début 2012, dans le cadre de « New Partners in Value Chain Development Grant » financé par l'USAID, CI a mené une analyse de la chaîne de valeurs des produits de la pêche dans la zone d'Ambodivahibe.

Ceci pour identifier la stratégie pour une exploitation durable et rationnelle des ressources halieutiques dans cette zone. Un atelier s'en est suivi à Antsiranana au mois de mai 2012 pour définir ces stratégies. Les représentants des différents acteurs de la filière y ont participé.

Des contraintes

Plusieurs paramètres limitent le développement de la pêche. Citons l'insuffisance de l'écoulement des produits dû au mauvais état de la route, la conservation des excédentaires, la concurrence entre les produits des villageois et les poissons rebuts des thoniers de passage au

port. D'autres problèmes comme l'insuffisance des captures dues aux moyens rudimentaires dont disposent les pêcheurs, l'augmentation incessante du nombre des pêcheurs, le non-respect de la réglementation sont à signaler.

Trois axes stratégiques

L'atelier a recommandé l'intégration de la filière dans un cadre légal pour une mise en œuvre plus efficace des stratégies choisies. La responsabilisation des différents acteurs de la filière s'avère importante. L'augmentation de la valeur ajoutée des produits et la création d'un environnement assurant une concurrence saine sont à considérer.

Cette stratégie est à partager avec les acteurs concernés, en particulier le Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques au niveau central avant son application. Sa mise en œuvre devrait se situer dans le court et le moyen terme.

L'APPROCHE IMBRIQUEE Une option pour la REDD+ ?

Les 6, 7 et 8 juin derniers, CI a invité les parties prenantes du programme REDD+ à Madagascar à un atelier de partage d'expériences, pour une nouvelle approche pour la REDD+.

A quel niveau administratif devra-t-on comptabiliser les réductions et émissions de carbone relatives à la déforestation ou à la dégradation de la forêt ? De même, le revenu issu de la vente des crédits carbone rémunéreront-ils les parties prenantes des projets REDD+ ou le pays ?

Ces questions de fonds alimentent le débat dans l'arène internationale sur la REDD+ et dans l'atelier sus-mentionné. Les experts internationaux de CI ont partagé les succès d'une nouvelle approche dans les pays de l'Amérique Latine où ils ont pu aligner les expériences locales des projets avec les

impératifs en cours de Développement du programme national REDD+ de ces pays : c'est l'approche imbriquée.

L'approche nationale demeure la norme à atteindre selon le R-PP (Readiness Preparation Plan) élaboré par Madagascar.

Toutefois, c'est encore un effort de longue haleine et c'est ce qui a poussé les participants à avoir une approche régionale focalisée sur la forêt humide de l'Est. La finalisation du plan d'activité est en cours et sera prochainement soumis à la Banque Mondiale pour financer sa réalisation.



Echos du festival MITABE VOI - 2^e édition

Le 2^e Festival MITABE s'est tenu dans le village d'Ambohitsara, Soanierana Ivongo, les 27 et 28 juillet 2012.

Organisé par les 1 000 adhérents de la Fédération Lovasoa et l'Union Ambinintsoa, dans les communes rurales de Manompana et Antanifotsy, avec l'appui du MNP Ambatovaky, l'événement fut un moyen pour la population locale de manifester sa volonté de conserver les ressources naturelles, en l'occurrence l'eau et la forêt. « Ala tsara tantana, loharano tsy ritra, vahoaka salama », fut tel le thème du festival.

Des concours sur différents thèmes furent organisés tels que la bonne gestion des bassins versants, la mise en œuvre du plan de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). 50 000 plants ont été mis en terre à l'occasion du festival. La mise en œuvre du plan GIRE a permis de réduire la pratique du tavy et plus de 40 latrines ont été construites en milieu rural. Danses folkloriques, poésies, exposition, radio crochet, matchs de football furent les moyens utilisés pour vulgariser et transmettre les messages.

Le Programme Ranon'ala, financé par l'USAID, a largement contribué à ce festival.



Deux nouveaux lacs dans la liste des sites Ramsar

Depuis le 05 juin, le lac Kinkony (Boeny) et le lac Mandrozo (Melaky) allongent la liste des sites RAMSAR de Madagascar pour les porter à 9. Ces deux sites ont des similitudes : ils se trouvent dans la province de Mahajanga, font partie des NAP appuyées par CI depuis leur création et enfin hébergent deux espèces très menacées : l'oiseau *Amaurornis olivieri* et la tortue d'eau douce *Erymnochelys madagascariensis*. Les habitats terrestres autour de ces lacs présentent également une richesse biologique importante. Le lac Kinkony est géré par ASITY Madagascar et le lac Mandrozo par The Peregrine Fund. Les communautés locales participent à la gestion de ces sites. Cette nomination les motivera pour continuer à conserver ces lacs.



Massif de l'Ankaratra : progression vers sa protection définitive

Pour accélérer l'obtention de statut de protection définitive du massif de l'Ankaratra en Aire Protégée, différentes activités ont eu lieu. La visite de la Direction de la Conservation de la Biodiversité et du Système des Aires Protégées (DCBSAP), avec la validation de l'Arrêté de protection temporaire, l'élaboration et la validation du « business plan » et une évaluation biologique rapide. Le VIF ou Vondrona Ivon'ny Fampandrosoana, promoteur du site, collabore avec 8 communautés de base et les services techniques décentralisés. CI apporte ses appuis techniques et financiers à travers la Fondation Mac Arthur pour aboutir à la création de cette nouvelle Aire Protégée.



SAPM : des problèmes retardent la création des Nouvelles Aires Protégées (NAP)

Selon l'Arrêté N° 52-005 du 20 décembre 2010 portant protection temporaire globale des Nouvelles Aires Protégées (NAP), leurs promoteurs ont l'obligation de terminer la phase de création avec obtention du décret de création définitive avant le 19 décembre 2012. Pour pouvoir suivre l'état d'avancement de chaque Aire Protégée et identifier les obstacles à la sortie dudit décret, une réunion a été organisée par la DCBSAP, le 09 août dernier.



Chaque promoteur a exposé les problèmes qui retardent l'obtention du décret de création. Des réunions avec l'ONE et le service topographique seront organisées par la DCBSAP pour résoudre ces problèmes.

Nosivolo a reçu le prix Blue Globe

Le 06 juillet dernier, lors de la 11^e Conférence des parties de RAMSAR en Roumanie, la rivière de Nosivolo a été choisie parmi les six zones humides au niveau mondial pour recevoir le prix « Blue Globe ». Cette dénomination signifie que le site est une référence. Ce qui encourage le promoteur



Durrell Wildlife Conservation Trust en partenariat avec CI à s'investir encore plus dans ce site. Ce prix vient de l'initiative de World Wetland Network (WWN) auquel Madagascar est membre.

Complexe Ramena : redynamisation du FMCR

FMCR, Fikambanana Miaro ny Complexe Ramena, association de communicateurs locaux à Antsiranana, a été créée dans le cadre de la mise en place des Nouvelles Aires Protégées dans le complexe Ramena (Montagne des Français, Orangea et Ambodivahibe). Depuis 2009, cette association n'a plus vraiment fonctionné, aussi une redynamisation a eu lieu au mois d'août 2012. CI a expliqué sa nouvelle mission, l'évolution de ses activités dans ce complexe qui seront dorénavant focalisées dans le site marin d'Ambodivahibe. CI a encouragé le FMCR à étendre son partenariat avec d'autres organisations et institutions pour pouvoir continuer ses activités dans les autres sites.

Scout : pour la paix et l'environnement

CI a participé au Forum des Jeunes Scouts Tily ou FITSKOUTI du 10 au 14 août dernier, à Antsiranana. Cette manifestation a vu la participation de plus de 200 scouts venant des quatre coins de l'île. Les thèmes développés par CI ont été focalisés sur la biodiversité et les services de l'eau. Exposition de posters, atelier, jeux, ont permis de transmettre les messages à ces jeunes.



En chiffres

- 60/100 est la note moyenne de l'état de santé des océans dans le monde selon Ocean Health Index.
- Jarvis Island (Pacifique) a obtenu la meilleure note : 86/100
- Sierra Léone a la note la plus basse : 36/100
- Dans l'Océan Indien : les Seychelles : 73/100, Ile Maurice : 60/100, Madagascar : 51/100

ITM : Le tourisme durable: les professionnels du secteur s'y attellent

Les acteurs du tourisme malgache se sont réunis lors du salon international du tourisme ITM, qui s'est déroulé à l'hôtel Carlton du 31 mai au 03 juin 2012. La filière tourisme, toutes activités et toutes gammes confondues, propose des produits orientés vers les principes du tourisme durable. Différentes institutions ont présenté les programmes et initiatives notamment la refonte du code du tourisme, la promotion et la commercialisation par NTIC, le passeport vert, le tourisme à base communautaire. L'homme d'affaires, Richard Branson en visite à Madagascar, accompagné par le Président de CI, a porté son attention sur les opportunités d'investissements dans le secteur, pouvant assurer la pérennisation du patrimoine naturel du pays.

OHI : un nouvel outil pour mieux gérer les océans

Ocean Health Index est un nouvel outil que 65 chercheurs issus de plusieurs organismes, comme le National Center for Ecological Analysis, l'Université de British Columbia, Conservation International, National Geographic, ont lancé en août 2012. Cet outil aide à mieux comprendre l'état de santé des océans.

Son but est de permettre aux décideurs de savoir si les approches actuelles de l'exploitation et de la gestion des océans sont durables. 10 catégories de services sont mesurées : production alimentaire, opportunités pour la pêche, produits naturels, stockage de carbone, protection côtière, sentiment d'appartenance, tourisme et loisirs, économies et subsistances, eaux propres et biodiversité. CI Madagascar a présenté à ses partenaires et à la presse ce nouvel outil mondial ce mois de septembre.



REPC : des formations pour les gestionnaires d'Aires Protégées

Le REPC (Réseau des Educateurs et Professionnels de la Conservation), poursuit son appui à la mise en œuvre du SAPM. La formation sur le « SIG appliqué à la conservation et à la gestion des Aires Protégées » a démarré au début du mois d'octobre, celles sur « la conservation appliquée à la gestion des Aires Protégées » et sur la « gestion d'un secteur dans une Aire Protégée » vont suivre. Les formations destinées aux communautés sont déjà en cours. En novembre 2012, REPC projette d'organiser la première session de certification pour les gestionnaires des aires protégées, marines et terrestres. Ceci en collaboration avec le ministère de l'Environnement et des Forêts et le WIO-COMPAS.

Le programme NODE dans le Corridor Ankeniheny-Zahamena

Depuis 2004, grâce à l'appui financier de plusieurs bailleurs dont le CEPF (cf page 7), le Programme Node a été mis en œuvre dans le CAZ. Ce programme appuie les alternatives agricoles génératrices de revenus développées par les communautés pour lutter contre le « tavy ».

Les appuis fréquemment demandés par les populations riveraines sont la riziculture, la culture maraîchère, la culture vivrière et/ou de rente, la pisciculture, l'apiculture et le petit élevage.

D'août 2009 à mars 2012, des efforts ont été déployés pour consolider les acquis autour de cette nouvelle aire protégée. Grâce au financement du CEPF, 102 mini-

projets promus par les communautés y ont été financés au bénéfice de 2.950 ménages. ANAE, MATEZA et ODDIT mettent en œuvre le programme Node dans ce corridor.

Malgré les aléas climatiques et le manque de capacité de gestion, de nombreux succès ont été enregistrés par les ménages bénéficiaires. Les ménages ont pu améliorer

l'alimentation et la santé familiale, améliorer la scolarisation des enfants, réhabiliter leurs habitations, investir dans un petit commerce ou réinjecter dans une autre spéculation. Encouragées par ces bénéfices et conscientes de la nécessité de conservation, les communautés réduisent progressivement les pressions sur les ressources naturelles.



TAFO MIHAAVO, réseau de communautés gestionnaires des ressources naturelles

Le réseau des communautés gestionnaires des ressources naturelles appelé TAFO MIHAAVO (Tambazotran'ny Fokonolona Miaro ny Harena voajanahary) a été constitué le 22 mai 2012 à l'issue d'un atelier de travail tenue à Anja.

Ce réseau regroupe 482 communautés locales de 17 régions de Madagascar. Depuis l'avènement du transfert de gestion avec la mise en œuvre de GELOSE (GESTion LOcale SEcurisée) en 1996, plus de 1000 contrats ont été signés par les communautés locales. L'évaluation de leurs activités en 2011 par le ministère de l'Environnement et Forêts et des différentes parties prenantes a souligné l'importance de leurs activités.

En effet, malgré l'insuffisance de moyens de ces communautés, elles n'ont pas failli à leurs missions, face aux recrudescences des illégalités. Pour pallier aux défaillances et pour mener à bien leurs activités, ces communautés ont décidé de regrouper leurs forces et se constituer en réseau.

Acteurs incontournables dans la gestion des Ressources naturelles et le développement de Madagascar, ces gestionnaires ont émis deux messages à l'endroit des acteurs (communautés, organismes d'appui et autorités) : « Communautés locales : Acteurs engagés dans le domaine de gestion des ressources naturelles, piliers du développement durable des structures locales » et « Pour nous responsables et acteurs du développement durable, donnons-nous la main ! ».

CEPF : PROTÉGER LES HOTSPOTS
Critical Ecosystem Partnership Fund
 de biodiversité pour l'humanité et la prospérité



C'est la mission du CEPF (Fonds de Partenariat pour les Ecosystèmes Critiques). Madagascar est un des pays qui bénéficie de ce Fonds.

Créé en 2000, le CEPF est une initiative conjointe de l'agence française de développement, de CI, des fonds pour l'environnement mondial du gouvernement japonais, de la fondation John D. et Catherine T. MacArthur et de la banque mondiale.

Le CEPF joue un rôle de premier plan à l'échelle mondiale en permettant à la société civile de s'engager dans la conservation des écosystèmes les plus menacés au monde et d'en tirer parti. En effet, CEPF reconnaît que l'Homme a besoin de la nature et des services qu'elle offre pour vivre.

Le CEPF accorde des subventions aux ONG et au secteur privé, afin de protéger les « hotspots » de la biodiversité.

Sa stratégie s'attache à engager la société civile à participer à la conservation de la biodiversité. En effet, son expérience démontre que la société civile est porteuse d'idées et de solutions novatrices suscitant des approches participatives permettant de faire face aux enjeux locaux.

Le CEPF intervient en Afrique, en Asie-Pacifique en Europe et en Asie centrale.

CEPF intervient dans 20 des 35 « hotspots » mondiaux de biodiversité. Les bénéficiaires vont de la petite coopérative agricole aux organisations internationales en passant par les associations communautaires. Avec son soutien, des centaines de groupes de la société civile ont obtenu des résultats significatifs depuis la mise en place du programme en 2000. Des centaines de sites d'importance mondiale pour la biodiversité, représentant plus de 10 millions d'hectares dans des dizaines de pays, sont protégés.

Le CEPF investit à Madagascar dans 7 directions stratégiques à savoir :

- l'intégration de groupes et d'individus locaux dans la gestion des aires protégées et des réserves ;
- l'initiative de préservation du secteur privé ;
- la préservation de la biodiversité et la formation en gestion ;
- le mécanisme pour accroître la sensibilisation et le militantisme ;
- les fonds d'action pour la biodiversité ;
- la création d'un réseau de surveillance et de coordination ;
- la durabilité des gains.

Grâce au soutien du CEPF, les communautés locales entourant les aires protégées ont amélioré leurs revenus tout en renforçant la conservation de biodiversité. A l'exemple, des projets entrepris par MATEZA dans Zahamena, L'Homme et l'Environnement dans la Forêt Vohimana et la Société de Conservation de Faune et Flore dans Makira. Ces projets ont inclus des composants de génération de revenu et d'autres éléments d'importance sociale comme la santé, la nutrition et l'engagement dans la planification de la gestion des aires protégées. Les com-

munités participant à ces programmes ont démontré leur engagement à la conservation en réduisant le déboisement et d'autres actions non durables.

CEPF à travers le programme NODE de CI

Pour appuyer les communautés malgaches dans une démarche de gestion et de protection des ressources naturelles, le CEPF soutient le programme « NODE » de CI Madagascar. Elaboré en 2004, l'objectif est de toucher, via des organisations relais, les villages les moins accessibles, situés aux abords des nouvelles aires protégées.

Dès le départ, ce programme a obtenu le soutien des autorités locales. L'équipe de CI a, par ce projet, visé deux aspects essentiels de la protection de la biodiversité : le renforcement des capacités des organisations communautaires et l'implication des communautés pour la protection de la biodiversité. Quelques 726 micro-projets mis en œuvre par les communautés ont ainsi été soutenus.

Tiré de <http://www.cepf.net/fr>



L'APPUI AUX PARTENAIRES PAR DE NOUVELLES SUBVENTIONS CONTINUE...

Afin d'améliorer les services offerts par les communautés locales aux visiteurs de la Nouvelle Aire Protégée de l'Allée des Baobabs Menabe, par le biais d'une meilleure organisation de l'accueil, des animations et de l'équipement de la boutique, une nouvelle subvention de \$ 14,000 a été octroyée à l'ONG Fanamby.

Les communautés locales de la partie sud du Corridor Ankeniheny-Zanamena bénéficieront de micro-projets durables et pérennes assurant l'amélioration de leur niveau de vie, à l'aide d'une subvention de \$ 110,000 que CI a octroyé à l'ANAE grâce au partenariat avec la Fondation « Leona M. and Harry B. Helmsley Charitable Trust ».

Dans le cadre du REDD+, la carte de la couverture forestière de Madagascar 2005-2010 sera mise à jour d'ici la fin de l'année 2012 suite à une subvention de \$ 17,000 à l'Office National pour l'Environnement.



GARE AUX ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

Les êtres vivants introduits volontairement ou involontairement dans un pays sont appelés « espèces exotiques envahissantes ».

Ce phénomène de la propagation des espèces étrangères existe depuis des siècles. La loi de la nature, à travers l'équilibre écologique, favorise les espèces autochtones tant que ces dernières sont encore nombreuses à une époque donnée.

Les espèces exotiques représentent parfois un danger pour les espèces endémiques et les pays insulaires sont les plus vulnérables face à ce fléau. Sur les 80% d'espèces en voie d'extinction dont 45% critiquement en danger (CR) selon le statut UICN, la moitié est victime des espèces envahissantes. Island



Conservation, une organisation américaine, est parmi celles qui s'investissent pour l'éradication de ces espèces envahissantes, en particulier les vertébrés, dans ces pays. En collaboration étroite avec ISSG (Invasive Species Specialist Group) cette organisation intervient dans 51 îles. Ses activités ont permis de conserver 15 espèces critiquement en danger.

Des bases de données sont établies comme Database of Island Invasive Species Eradication (DIISE) et Threatened Island Biodiversity (TIB). Des données intéressantes telles que le TIB ont été présentées à la Conférence des Parties de Convention sur la Diversité Biologique au mois d'octobre en Inde. Selon Olivier Langrand de Island Conservation, l'existence de ces espèces a des impacts sur l'économie d'un pays dans l'atteinte ou non des objectifs du Millénaire de développement.

CI Publications

■ Susan Stone, Mario Chacón León, Patricia Fredericks (2010) - Fikorontanan'ny Toetrandro sy ny anjara asan' ny ala, boky ho an'ny mpampiofana, Conservation International, Madagascar, 158 pp

■ David Obura, CORDIO, Julie Church, CORDIO, Catherine Gabrié, Denis Macharia, CORDIO (map assistance). Potential marine

sites of Outstanding Universal Value - North and northwest Madagascar (from Ambodivahibe to Sahamalaza) (pp79-81) Southern Madagascar the 'deep south' (pp 93-95) Antongil Bay, Northeast Madagascar (pp 103-104) in Assessing Marine World Heritage from an Ecosystem Perspective - The Western Indian Ocean - UNESCO, 2012



Si vous connaissez...

le nom de cette espèce, vous recevrez un mini-poste radio TESCO à manivelle et à batterie.

Après tirage au sort, le gagnant du jeu Songadina 13 est **Andriamandranto Ravoahangy**. Il recevra un lot de goodies (casquette, bloc-note, stylos et portes clés). L'espèce étant le : *Mantella cowani* ou sahona mena.

A LA LOUPE : Kit de formation sur le changement climatique en langue malgache

Un kit complet entièrement en malgache, sur le thème « Le changement climatique et le rôle de la forêt » vient d'être produit par Conservation International.

Destiné aux formateurs, ce kit comprend un manuel de formation illustré d'exemples et de glossaires sur les divers concepts de base en changement climatique, facilitant la compréhension de tous, même ceux de faible niveau d'éducation. Les concepts-clés sont imprimés en couleur sur des bâches grand format résistant à l'eau. Des cartes-vocabulaire complètent ce kit.



Ces dernières aident le formateur à évaluer la connaissance de son audience sur les mots-clés appris au cours de la formation. Grâce à ce kit, les formateurs pourront expliquer aux communautés, VOI et les Fédérations de VOI des projets REDD les causes du changement climatique et les options pour y faire face.

Ce kit de formation a été édité en version française lors de la formation en REDD+ organisée par CI au Centre Valbio Ranomafana en octobre 2011. Lors de la traduction, il a été amélioré en intégrant les commentaires de ces premiers formateurs.

Dans les Médias Internationaux

• *Mongabay.com*, septembre 2012 : Deforestation is killing Madagascar's coral reefs <http://news.mongabay.com/2012/0905-deforestation-coral-reefs.html#ixzz25cpFXpO2>

Songadina

N° 14 - JUILLET-SEPTEMBRE 2012

BULLETIN TRIMESTRIEL



CONSERVATION INTERNATIONAL Madagascar

Rédactrice en chef

Hajasoa Raeliarivelo

Comité de rédaction

Léon Rajaobelina
Sahondra Rajoelina
James MacKinnon
Michèle Andrianarisata
Haingo Nirina Rajaofara
Bruno Rajaspera
Luciano Andriamaro

Photographes

Rakotoniaina Jhonson
Russ Mittermeier
Chris Birkinshaw (MBG)
A. R. Mandimbiasina (DWCT)
Tombolahy Monica
Mamy Ramparany
Luciano Andriamaro
Lalaina Andrianavalona
Roger Bills
John Watkin
Chris Roston
Toky Rasolofoarimanana

Maquette :

Carambole - 22 207 40

Songadina

est une publication de **Conservation International**

Rue Vittori François,
Villa Hajanirina, lot II W 27D
Ankorahotra Antananarivo
Madagascar

e-mail :
cimad@moov.mg
hraeliarivelo@conservation.org

www.conservation.org